

13 réponses á 13 mensonges sur les plantations industrielles de PALMIER Á HUILE



Introduction

Au cours des deux dernières décennies, les plantations de palmier à huile en régime de monoculture ont couvert des millions d'hectares de terres communautaires d'Indonésie et de Malaisie, détruisant des forêts et déplaçant la population. Plus récemment, ces plantations industrielles ont commencé à se multiplier dans les zones rurales d'Afrique et d'Amérique latine. Les répercussions sur les communautés s'avèrent déjà semblables à celles que subissent les populations indonésienne et malaise.

La forte expansion des plantations de palmiers à huile continue encore, malgré les centaines de conflits qu'elles ont créés avec les communautés qui s'y opposent et qui luttent pour défendre leurs droits. Les entreprises de palmiers à huile nient que leurs plantations causent des problèmes et, afin d'obtenir du soutien pour leurs plans d'expansion en Asie, en Afrique et en Amérique latine, elles divulguent une série d'affirmations trompeuses. L'objectif de la présente brochure est de dénoncer certaines de ces affirmations.

1^{er} mensonge

Les entreprises de palmiers à huile utilisent des terres dites « marginales » ou « dégradées », inexploitées ou situées dans des zones lointaines.

Les compagnies de palmiers à huile ont tendance à choisir les terres qui conviennent le mieux à leurs plantations, plutôt que « des terres dégradées et des pâturages qui ont perdu leur valeur écologique et économique à cause de l'exploitation forestière intensive et d'autres activités humaines qui laisse le sol exposé à l'érosion par la pluie et par le vent, réduisant ainsi sa productivité ».¹ La fertilité du sol et la disponibilité d'eau sont des facteurs déterminants au moment de décider à quel endroit les faire. Parmi les terres préférées figurent les forêts, que les plantations viennent détruire, détruisant ainsi des écosystèmes d'importance fondamentale pour le bien-être physique et culturel des populations qui en dépendent.



Les plantations de palmiers à huile sont une cause majeure de déboisement en Indonésie. Photo : Eric Wakker

Les terres agricoles sont également prisées. Même si, au moment de faire la plantation, la terre n'est pas utilisée pour l'agriculture, il arrive que les compagnies détruisent quand même les systèmes de culture locaux, où les sols sont soumis à des cycles de rotation, à des techniques et à des méthodes traditionnelles très courantes dans beaucoup de pays et régions du Sud, comme c'est le cas en Afrique.

Lorsque les entreprises font des plantations de palmiers à huile dans des terres productives utilisées auparavant pour l'élevage, comme par exemple au Brésil, elles entrent dans un conflit en cours entre les propriétaires des ranchs et les gens qui ont été expulsés au moment de les établir. À ces endroits, il existe fréquemment des conflits pour une parcelle à cultiver qu'un éleveur s'est appropriée. Les gens réclament une réforme agraire à des endroits où la propriété des terres agricoles est concentrée dans les mains de quelques-uns. Dans ce contexte, les compagnies de palmiers à huile qui occupent de vastes étendues de terres fertiles obtenues de grands propriétaires contribuent à accroître la concentration foncière ou le processus général d'accaparement de terres. neral de acaparamiento de tierras.

2^e mensonge

L'indemnisation payée à ceux qui perdent l'accès à la terre est suffisante.

Dans la plupart des cas, les personnes qui perdent l'accès à la terre par suite de l'établissement d'une grande plantation de palmiers à huile ne reçoivent aucune indemnisation. Cela vient du fait que, dans beaucoup de pays du Sud, les gens n'ont pas la propriété formelle des terres qu'ils utilisent et sur lesquelles ils habitent, souvent depuis de nombreuses générations. Cependant, ils ont des droits coutumiers sur ces terres. Lorsque les gouvernements nationaux établissent les règles pour calculer les « indemnisations », les terres soumises au droit coutumier en sont souvent exclues. Les entreprises affirment qu'elles payent des indemnisations « suffisantes » ou « correctes », mais les calculs ne tiennent pas compte des systèmes traditionnels et, par conséquent, les montants payés sont très faibles et ne concernent souvent que les cultures faites dans une partie seulement du territoire utilisé par la communauté. Même lorsque les droits coutumiers sont reconnus, le paiement pour les terres prises est minimal. La plupart du temps, les terres sont acquises par le gouvernement et par les compagnies sans le consentement libre, préalable et informé des communautés et par des moyens qui équivalent à de la coercition, l'acceptation du contrat ou de l'indemnisation étant le résultat de menaces. Ces procédés créent des conflits qui, de façon générale, traînent pendant des décennies.



En Indonésie, les sociétés productrices de palmier à huile engagent des truands pour protéger leurs plantations. Photo : Save Our Borneo

3^e mensonge

L'industrie de l'huile de palme contribue à la sécurité alimentaire.

D'après le Conseil malais de l'huile de palme un organe de marketing de l'industrie malaise du palmier à huile, l'huile de palme contribue à la sécurité alimentaire² parce que sa production est un moyen très efficace de répondre à la demande de graisses et d'huiles dans les produits alimentaires pour une population mondiale en croissance.

Or, la réalité montre que l'expansion des plantations de palmiers à huile en Malaisie a eu l'effet contraire : ces plantations ont sapé les moyens d'existence et donc la sécurité alimentaire de milliers de communautés rurales, en Malaisie et dans les autres pays du monde où les entreprises malaises ont multiplié leurs plantations.

En outre, dans les régions où le palmier à huile arrive ou s'étend, les communautés subissent la hausse des prix des aliments de base. Divers facteurs concourent à cette hausse, dont la diminution de la production locale de vivres lorsque les peuples autochtones et les paysans cessent de produire pour le marché local parce qu'ils commencent à travailler pour les compagnies de palmiers à huile et n'ont plus le temps de cultiver leurs champs. Avec la diminution de la production de vivres, la souveraineté alimentaire de familles et de régions entières est atteinte. Dans une étude concernant la réalité des petits producteurs indonésiens, un travailleur des plantations des palmiers à huile a commenté : « Ceux qui travaillent dans les plantations de palmiers à huile finissent par acheter du riz, parce qu'ils ne travaillent plus leurs rizières »³. Ainsi, bien qu'elles produisent et vendent des matières premières alimentaires, les plantations industrielles de palmiers à huile éliminent la source des nourritures que la forêt fournissait gratuitement. Une fois la plantation établie,

les jardins forestiers sont détruits ou deviennent inaccessibles aux communautés. En plus, l'arrivée des compagnies de palmiers à huile, avec leurs promesses de « développement » et de « progrès », fait que la spéculation se généralise et que les prix montent, non seulement ceux des aliments mais ceux d'autres produits et services également.



Un potager communautaire. Communauté Nueva Vida, Rigores, Honduras.
Photo : Elizabeth Díaz

En outre, dans les cas où les gens cèdent leurs terres ou une partie de leurs terres aux compagnies de palmiers à huile en échange d'une indemnisation qu'ils considèrent comme adéquate, le risque d'insécurité alimentaire future reste entier : s'ils avaient conservé leurs terres, ils auraient pu continuer à cultiver des produits alimentaires, mais cela n'est plus possible. Ainsi, leur sécurité alimentaire et celle de la région qu'ils approvisionnaient est compromise, aujourd'hui et à l'avenir. Quand les gens perdent leurs terres la faim les menace s'ils n'ont pas d'autres possibilités de travail, indépendamment de l'indemnisation qu'ils aient reçue au départ et qui, le plus souvent, est insuffisante, comme nous l'avons dit dans la réponse au 2^e mensonge.

La terre n'est pas qu'un moyen de produire des fruits de palmier : surtout pour les peuples autochtones et pour les communautés traditionnelles, c'est d'abord un foyer, un territoire qui assure leur bien-être. Par exemple, quand les gens ne peuvent plus entrer dans les forêts qu'ils utilisaient ou que les sites sacrés où ils accomplissaient leurs rituels et leurs cérémonies ont été détruits, leur bien-être spirituel et religieux est perturbé.

4^e mensonge

Les plantations de palmiers à huile ont besoin de quantités minimales d'eau et de produits chimiques.

Toute plantation industrielle dépend d'engrais et d'agrotoxines chimiques pour assurer le haut rendement que les entreprises recherchent. Même en quantité « minime »,⁴ ces produits ont un impact considérable sur les habitants. Les produits agrotoxines, et même les fertilisants utilisés, polluent l'eau dont les gens ont besoin. En outre, les moulins où les fruits du palmier sont transformés en huile de palme crue sont eux aussi une source de pollution: le dénommé POME (effluent de moulin à huile de palme) pollue les fleuves et les ruisseaux où les gens obtiennent de l'eau potable ou de l'eau pour se baigner et laver le linge. Lorsque les plantations s'élargissent, le volume des fruits traités dans les moulins augmente et, avec lui, la pollution, parfois à un point tel que l'eau devient inutilisable.



Des travailleurs agricoles pulvérisent des pesticides sur les jeunes palmiers. Département d'Alta Verapaz, Guatemala. Photo : Larry Luxner

Vu les dimensions de ces plantations, il est hors de propos de dire que l'utilisation de produits chimiques à l'hectare est « minime ». Les plantations de palmiers à huile s'étendent souvent sur des milliers d'hectares, de sorte que ces besoins « minimes » se traduisent par de grands volumes de produits chimiques. Au Sumatra occidental, par exemple, les entreprises utilisent cinq types d'herbicides, qu'ils appliquent un par un ou

mélangés. Entre 7 et 8 litres de ces substances toxiques sont appliqués par hectare tous les trois mois.⁵ Sur 50 000 hectares, cela fait entre 350 000 et 400 000 litres par trimestre, soit entre 1,4 et 1,6 millions de litres par an. Le total représente une énorme quantité de produits toxiques, dangereux quand ils sont utilisés dans des volumes si importants, comme il arrive généralement dans les grandes plantations. En outre, l'application de pesticides et d'engrais chimiques en si grande quantité et pendant des périodes si longues fait monter considérablement la teneur en azote de l'eau, ce qui déclenche une multiplication accélérée des algues à la surface, modifiant le microclimat et réduisant le niveau d'oxygène de l'eau, de sorte que la diversité biologique du fleuve diminue à son tour.

La situation est la même en ce qui concerne la consommation d'eau : elle peut être « minime » quand il s'agit de quelques palmiers, mais risque de provoquer une pénurie d'eau dans le cas des grandes plantations industrielles. En plus, les compagnies détournent souvent le cours des rivières ou creusent des canaux de drainage pour obtenir et pouvoir ajuster un débit d'eau optimal dans les zones de plantation. Ce détournement se fait presque toujours aux dépens de la population qui a besoin de ces cours d'eau, par exemple pour la pêche ou pour obtenir de l'eau potable. La manipulation du débit naturel des cours d'eau perturbe aussi l'équilibre hydrique de la région, en touchant les différents bassins hydrographiques naturels dont dépend la population. considerablemente el nivel de nitrógeno del agua, provocando el crecimiento acelerado de algas en su superficie; esto altera el microclima y reduce el nivel de oxígeno del agua, lo cual hace disminuir a su vez la biodiversidad fluvial.

5^e mensonge

Les plantations de palmiers à huile conservent l'environnement et contribuent à réduire le réchauffement planétaire.

Les plantations de palmiers à huile sont des facteurs directs bien connus de déforestation ; elles détruisent toutes les fonctions d'importance fondamentale que les forêts remplissent, comme le maintien de la biodiversité ou le fait d'être le foyer des peuples qui dépendent d'elles. En Indonésie et en Malaisie, où se trouvent la plupart des plantations de palmiers à huile du monde près de 14 millions d'hectares en 2012⁶ plus de 50 % de l'expansion des palmiers à huile a eu lieu aux dépens des forêts.⁷ De même, d'après de nombreux articles et rapports,⁸ l'expansion de ces plantations en Afrique et en Amérique latine est en train d'y provoquer la déforestation.

Le changement d'affectation des sols que comporte la création des plantations de palmiers à huile implique de transformer des terres boisées ou des tourbières ; au cours de cette transformation, d'énormes quantités de carbone sont émises. Or, ces émissions ne sont pas prises en compte quand on vante les avantages climatiques de l'utilisation d'huile de palme comme agrocarburant. Il a été calculé que, quand on inclut ces émissions dans les calculs, on voit que l'utilisation d'huile de palme comme agrocarburant comporte l'émission de 25 % de plus de CO₂ que celle du diesel d'origine fossile.⁹

Les gouvernements des pays producteurs de palmiers à huile et les compagnies productrices d'huile de palme exercent des pressions au niveau international pour que les plantations de palmiers à huile soient considérées comme des forêts, et l'organisation des Nations unies FAO continue de les définir comme des cultures agricoles. Le fait



Zone déboisée récemment plantée de palmiers à huile à Sumatra du Sud, en Indonésie. Photo : Eric Wakker

d'obtenir qu'elles soient considérées comme des « forêts » permettrait aux entreprises de participer à des systèmes de commercialisation des écosystèmes tels que REDD+¹⁰, le MDP¹¹ ou d'autres encore, et d'obtenir des recettes supplémentaires en vendant les crédits de carbone de leurs plantations de palmiers. Or, l'idée que les entreprises de palmiers à huile reçoivent de l'argent pour le stockage (temporaire !) de carbone que font leurs plantations est inacceptable, non seulement à cause du volume de CO2 qui a été libéré quand les forêts ont été transformées en plantations, mais à cause également des répercussions négatives de ces plantations pour la population et pour l'environnement. Enfin et surtout, ceci est inacceptable parce que le mécanisme des crédits d'émission implique la continuation, et non la réduction des activités polluantes qui concourent au changement climatique et que les acheteurs de ces crédits vont réaliser ailleurs.¹²

Par conséquent, le mieux que puissent faire les compagnies de palmiers à huile pour contribuer à atténuer le réchauffement planétaire c'est de ne pas faire de nouvelles plantations.

6^e mensonge

Les compagnies disent qu'elles écoutent les communautés qui seront touchées par les plantations de palmiers à huile ou qui le sont déjà, et qu'elles s'occupent de leurs réclamations.¹³

Quand une compagnie arrive commence à traiter avec une communauté, le plus souvent elle a déjà un permis ou le soutien du gouvernement national pour commencer à faire sa plantation. Le processus se produit toujours de haut en bas, jamais de bas en haut, et il est rare que l'option de ne pas faire la plantation figure dans l'éventail des options en discussion.



Des paysans et des indigènes protestent contre les projets d'expansion des plantations de palmiers à huile, aux Philippines. Photo : Ronalyn Olea

Donc, quand les compagnies contactent les communautés ce n'est pas pour écouter ni pour connaître ce que veut la communauté ou comment elle utilise déjà les terres : elles viennent informer la communauté de leurs plans, dans l'espoir que celle-ci les soutiendra au lieu de les entraver. Pour obtenir ce soutien, les compagnies visent en général les leaders et font pression sur eux pour qu'ils acceptent le projet de plantation et obtiennent l'accord de la population, souvent en alléguant que le gouvernement a déjà approuvé le projet au plus haut niveau. Quand les compagnies se heurtent à la résistance des leaders ou de la population, la tactique qu'elles utilisent pour briser cette résistance consiste à offrir un quelconque avantage à la communauté, le plus souvent quelques emplois ou quelque projet social.

Il est rare que les compagnies respectent le principe, partout reconnu au plan international, qui garantit aux communautés le droit au consentement préalable, libre et en connaissance de cause (FPIC). Pour que le FPIC soit légitime il doit inclure le droit de refuser le projet mais, lorsque les entreprises disent qu'elles « appliquent le FPIC », souvent elles confondent le « consentement » et une quelconque « consultation ». Par exemple, elles se servent de la liste des présents aux réunions pour « prouver » que la communauté a été consultée et qu'elle a été d'accord avec leurs plans.

Dans la plupart des cas (et Sime Darby au Liberia et Herakles au Cameroun en sont des exemples récents¹⁴) les compagnies ne se réunissent avec les membres des communautés et n'écoutent ce qu'ils demandent que quand elles sont forcées de le faire, par exemple après de fortes protestations contre les méthodes de l'entreprise et contre l'impact des plantations sur la vie des gens.

7^e mensonge

Les plantations de palmiers à huile créent beaucoup de possibilités de travail et contribuent ainsi à l'emploi dans la région.

Le travail dans les plantations de palmiers à huile est généralement mal payé et donc relativement bon marché pour les entreprises.¹⁵ En outre, les droits des travailleurs, par exemple le paiement en cas de maladie, sont rarement respectés. Dans bien des cas, les travailleurs n'ont pas un contrat qui leur garantisse un salaire mensuel et les bénéfices dont il s'accompagne. Des droits tout à fait courants dans les pays qui ont une législation du travail adéquate et des services d'inspection efficaces sont absents des contrats que signent les travailleurs des plantations de palmiers à huile, quand ces contrats existent. Le plus souvent, les travailleurs sont journaliers et n'ont ni contrat ni bénéfices additionnels.

Dans certains pays, la sous-traitance est un moyen d'éviter les obligations légales de type social et d'empêcher aussi la formation de syndicats, favorisant le travail informel et précaire. En Colombie, par exemple, le gouvernement a encouragé au départ la création de Coopératives de travail associé (CTA), affirmant que ces nouvelles formes d'emploi permettraient aux travailleurs d'être leurs propres maîtres. En fait, les CTA ont privé les travailleurs des droits qu'ils avaient en tant qu'employés, sans leur accorder d'autres droits comparables qui leur assurent des conditions de travail décentes. En remplaçant l'emploi direct avec la compagnie par l'emploi par l'intermédiaire des CTA, on a limité les droits des travailleurs de s'organiser en syndicats, de se plaindre des mauvaises conditions de travail ou de réclamer de meilleurs salaires.¹⁶

En outre, ces travailleurs, femmes comprises, doivent exécuter des activités dangereuses comme l'application d'agrotoxines, avec de graves conséquences pour leur santé. Ils manquent souvent d'un équipement de protection qui leur permette au moins d'en atténuer l'impact. Et quand les paysans commencent à planter des palmiers à huile pour l'entreprise, ou à travailler dans les plantations de celle-ci, ils ont moins de temps, ou pas du tout, pour travailler leurs propres champs, produire des aliments et collecter des produits alimentaires dans la forêt. Dans le cas des femmes, la charge de travail est double :

*« Le travail dans les champs [de l'entreprise] est très dur, il est très dur d'être une travailleuse agricole. Il faut accepter la chaleur et que la pluie vous tombe dessus. En plus de la responsabilité de la maison, il y a aussi le travail à l'extérieur, du matin au soir, et une fois de retour il y a encore les tâches ménagères à faire. »*¹⁷

Il est courant également que les travailleurs soient harcelés par les contremaîtres ou par les gardes de sécurité de l'entreprise :

*« Les contremaîtres harcèlent parfois les travailleuses pour qu'elles aient des rapports sexuels avec eux en échange d'un meilleur travail. Mais comme nous luttons pour nos droits, ils nous ont obligés à quitter notre travail ; j'avais ma fille à l'école et j'ai dû l'en sortir ; j'avais mon fils à l'école et j'ai dû l'en sortir, parce qu'ils nous ont obligés à abandonner notre travail. »*¹⁸

Dans certains cas, les travailleurs viennent de l'extérieur parce que les membres de la communauté n'acceptent pas les mauvaises conditions de travail. Très peu d'emplois plus qualifiés sont disponibles pour eux ; les travailleurs qualifiés viennent généralement de l'extérieur et non des communautés locales. Les communautés se plaignent aussi que, dans une plantation de palmiers à huile, il y a du travail surtout pendant les premières années mais qu'il y reste peu d'emplois une fois la plantation établie.

Bien que la plupart des tâches à accomplir dans une plantation de palmiers à huile soient encore manuelles, elles sont bien inférieures en nombre à celles que l'on crée dans une exploitation agricole (et forestière) à petite échelle et diversifiée, gérée et contrôlée par une communauté paysanne.



Les conditions de travail sont très précaires dans les plantations de palmiers à huile. Photo : Jeremy Sutton-Hibbert/Alamy

8^e mensonge

La participation des petits agriculteurs à la plantation de palmiers à huile leur offre des bénéfices additionnels et c'est une excellente option pour eux.

Certaines compagnies, comme Petrobrás au Brésil,¹⁹ disent qu'elles feront appel à des petits agriculteurs pour une partie de leurs plantations, et elles promettent que cela représentera un avantage supplémentaire pour les communautés locales. Or, est-ce vrai ? Quelle a été l'expérience dans ce domaine en Indonésie, le pays qui a le plus de petits cultivateurs de palmiers à huile ?

En Indonésie, près de 30 % des fruits de palmier à huile qui parviennent aux usines de transformation proviennent des plantations des petits agriculteurs. Grâce à un système complexe d'allocation de terres, la plupart de ces petits agriculteurs participent à un programme gouvernemental dans lequel une zone qui entoure l'usine (inti) appartient à l'entreprise et la zone environnante (plasma) à des petits agriculteurs. Chaque agriculteur a près de deux hectares de palmiers, et une étendue plus petite pour d'autres activités comme l'agriculture de subsistance. Ces petits agriculteurs peuvent appartenir à la même région ou être des migrants qui s'y installent dans le cadre d'un programme de migration.

Parmi les plaintes des petits agriculteurs figure le fait qu'ils ne sont pas consultés au sujet du projet de plantation qui, d'un côté, les oblige à céder leurs terres coutumières, y compris les forêts dont ils dépendent de diverses manières, et de l'autre côté, leur donne une parcelle de deux hectares de palmiers à huile avec une sorte de « titre de propriété ». Ceci représente une violation de leurs droits fonciers coutumiers et provoque souvent des conflits. Des centaines de conflits de ce genre existent aujourd'hui en Indonésie.

D'autre part, pour faire les plantations les petits agriculteurs contractent des emprunts qu'ils ont du mal à rembourser. Les gouvernements et les entreprises exagèrent en général les profits que les plantations de palmiers à huile peuvent rapporter à la population locale. En revanche, il est rare qu'elles informent suffisamment les petits agriculteurs des coûts et des risques que comporte le fait de contracter une dette que, suivant le type de contrat, ils devront rembourser directement ou payer à l'entreprise pour préparer et planter leurs parcelles de 2 hectares. Le système appliqué aujourd'hui en Indonésie peut condamner les agriculteurs à s'endetter à vie. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de contrats avec la compagnie et ils sont très peu informés du plan financier dans lequel ils s'engagent. Les revenus des deux hectares sont si diminués par le remboursement des dettes et par les frais généraux que les gens doivent les compléter en faisant d'autres activités ailleurs.



Petit propriétaire qui travaille avec BioPalma Vale, au Brésil. Il dépense toujours plus d'argent qu'il n'en gagne. Photo : Verena Glass

Les frais extraordinaires et d'autres problèmes, comme la dépendance de l'entreprise pour le transport des fruits, sont une difficulté supplémentaire. Les fruits mûrs doivent être transportés sans délai, autrement les petits agriculteurs risquent de perdre leur récolte et leur argent. Or, au moment de transporter les fruits des plantations aux usines de transformation, les compagnies accordent la priorité à leurs propres plantations. Pour aggraver encore les choses, les petits agriculteurs sont plus loin et n'ont pas souvent de routes appropriées et bien entretenues pour arriver à leurs parcelles, ce qui rend le transport encore plus difficile :

« Notre terre a été divisée en inti et plasma, mais l'inti est tout près par la route, tandis que le plasma est à 18 kilomètres environ et n'a pas de route, donc, même si le sawit (palmier à huile) a été bon (productif), il n'est pas rentable pour nous. »

L'utilisation d'agrottoxines est un autre sujet de plainte. Bien qu'ils soient trop chers et donc peu utilisés, les petits agriculteurs ne sont pas préparés pour s'en servir :

«Oui [nous les utilisons], mais nous ne sommes pas au courant des risques. Aucun de nous n'a appris à s'en servir. Nous n'avons pris aucune précaution, jusqu'au jour où quelqu'un est devenu aveugle. Donc, oui, à présent cela nous inquiète beaucoup.»

Il y a des problèmes aussi concernant la représentation des travailleurs au sein des coopératives dirigées par le gouvernement, de sorte que les familles ont beaucoup de difficultés pour manifester leurs inquiétudes et pour défendre leurs droits. Un habitant de la zone résume ainsi son expérience :

« C'est comme si nous étions des fantômes sur notre propre terre. Nous avons été tellement piqués par les épines du palmier à huile que nous en sommes presque morts, nous hantons ce qui était autrefois notre propre terre. En général nous ne le disons pas, mais la réalité est celle-là. Nous devons nous défendre nous-mêmes et expliquer à quel point le palmier à huile nous fait du tort. »²⁰

9^e mensonge

Les plantations de palmiers à huile aident les communautés à se développer et améliorent les services de base offerts à la population (routes, cliniques, écoles).

Il est vrai que les compagnies de palmiers à huile construisent généralement un réseau routier à travers leurs plantations, mais elles le font parce qu'elles en ont besoin pour transporter les fruits récoltés. Ces routes peuvent bénéficier aux communautés mais elles peuvent aussi les désavantager, par exemple lorsque la compagnie modifie le tracé des routes que la population a toujours utilisées. Toutes les communautés se plaignent de n'avoir plus le droit de traverser librement la zone où se trouvent les plantations ; ils risquent même ne plus pouvoir du tout utiliser les routes ; des gardes privés, embauchés par l'entreprise, sont là pour les en empêcher et pour « protéger » la plantation.

Quant aux écoles et aux services de santé promis, les communautés disent souvent qu'ils sont remis à plus tard ou jamais réalisés. Même lorsque la compagnie offre des services médicaux à ses employés, ces services ne s'étendent pas en général à la communauté concernée.

Or, s'il est relativement facile et attrayant pour les compagnies de construire des installations sanitaires ou éducatives qui peuvent faire l'objet d'une inauguration officielle et être montrées comme des contributions visibles et concrètes, il est bien plus difficile et cher de les maintenir et de les améliorer à long terme, surtout pour les gouvernements des pays du Sud qui ont été obligés de réduire leurs budgets santé et éducation à cause des politiques néolibérales. Tout compte fait, les entreprises tirent profit des mesures gouvernementales pour les « aider » (concessions à bas prix ou gratuites, réductions d'impôts, subsides, prêts à faible intérêt, etc.), mais leurs initiatives locales ne profitent pas dans la même mesure aux communautés. Au Gabon, par exemple, le gouvernement a passé un accord avec le producteur de palmiers à huile Olam qui inclut des exonérations fiscales pendant 16 ans, l'exemption de la TVA et des droits de douane sur les machines importées, les intrants, le pétrole, le gaz et les fertilisants.²¹



Des élèves dans une « salle de classe » à Grand Bassa, Liberia, construite par Equatorial Palm Oil. Photo : Kuni Takahashi

10^e mensonge

Les compagnies de palmier à huile contribuent au développement durable des pays.

La plupart de l'expansion actuelle des plantations de palmiers à huile en Afrique et en Amérique latine²² ne répond pas à une augmentation locale ou nationale de la demande d'huile de palme de ces continents. Au contraire : elle répond à la demande des marchés extérieurs à ces continents. C'est aussi à d'autres endroits qu'ont lieu le raffinage de l'huile et sa transformation en produits finis. Les emplois et les richesses que ces activités génèrent ne bénéficient pas aux habitants des pays producteurs.

Les données concernant les années 2010/2011 indiquent que l'Inde est à présent le principal importateur mondial d'huile de palme, suivie de la Chine et de l'Union européenne. Néanmoins, l'Europe est de très loin le plus fort consommateur par personne d'huile de palme et d'huiles végétales en général, comme celles de soja et de colza. Cela est dû à son modèle de consommation excessive, où l'huile de palme est utilisée dans une grande variété de produits vendus aux supermarchés, alors qu'en Chine et en Inde elle surtout utilisée pour la cuisine. En 2010, la consommation d'huiles végétales par personne dans l'UE était 2,6 fois plus importante que celle de la Chine et 4,5 fois plus importante que celle de l'Inde.²³ D'autre part, cette consommation est déterminée aussi par les objectifs que l'UE s'est fixés ces dernières années en matière d'agrocarburants.



Plantation de palmiers à huile à Sumatra du Sud, Indonésie.
Photo : Eric Wakker

11^e mensonge

L'industrie de l'huile de palme applique des normes et un code de conduite strict.

Les principaux protagonistes de l'industrie de l'huile de palme affirment dans l'information qu'ils publient sur leur manière d'envisager les affaires qu'ils adhèrent à des normes de conduite, de différentes sortes mais toujours « strictes ». En outre, ils affirment que leurs affaires sont menées avec « intégrité », « respect », « honnêteté », « loyauté », « équité » et « éthique ».²⁴

Pourtant, la réalité de la conduite du secteur de l'huile de palme dans des pays tels que l'Indonésie ne confirme pas ces dires. Les compagnies du secteur ne sont pas des exemples de bonne conduite éthique, au contraire, elles ont été impliquées dans des cas de corruption de toutes sortes, ainsi que dans la recherche de rente de la part de politiciens²⁵ et de fonctionnaires gouvernementaux. En outre, de nombreux cas de violence ont été dénoncés²⁶ dans les centaines de conflits où sont impliquées les entreprises avec les communautés locales.



Quelque chose de très fréquent : un enfant travaille dans une plantation de palmiers à huile en Indonésie. Photo : Asrian Mirza

12^e mensonge

La RSPO garantit la production durable d'huile de palme.

La Table ronde pour la production durable d'huile de palme (RSPO) a défini une série de principes et de critères auxquels doit adhérer toute entreprise qui souhaite être certifiée en tant que productrice « d'huile de palme durable ». Néanmoins, la RSPO a des problèmes structurels qui l'empêchent de tenir ses promesses. Le problème principal est que la majorité de ses membres sont de grands protagonistes mondiaux du secteur de l'huile de palme. Un autre problème est que la RSPO ne fait pas de différence entre les opérations de taille différente : elle applique les mêmes critères à une petite plantation et à une autre qui s'étend sur des dizaines ou des centaines de milliers d'hectares alors que, par définition, cette dernière n'est jamais durable pour la nature et pour la population locale.



Manifestation à l'occasion de l'assemblée annuelle de la RSPO à Jakarta, en Indonésie. Photo : Centre for Orangutan Protection

L'huile de palme est aujourd'hui l'huile végétale la moins chère, par rapport à d'autres comme l'huile de soja ou l'huile de colza. Le système dominant qui continue d'assurer la production d'énormes quantités d'huile de palme « bon marché », surtout pour répondre à la demande des pays industrialisés et des marchés émergents, est maintenu et encouragé par les grands protagonistes de la RSPO, pour lesquels il est très profitable. Les bénéfices nets des deux principales compagnies qui plantent des palmiers à huile a été en 2012 de 1,3 milliard USD dans le cas de Wilmar,²⁸ et de 1,4 milliard USD dans le cas de Sime Darby.²⁹ La logique qui permet de faire de tels bénéfices dépend d'une expansion toujours plus grande. Dans ce contexte, l'appartenance à la RSPO et « l'engagement » à produire de l'huile de palme « durable » ne sont qu'un « passeport » pour entrer dans de nouveaux territoires et pour accroître encore plus la production et les gains. De leur côté, les entreprises de palmiers à huile continuent de transférer aux populations et à la nature la plupart des « coûts » sociaux, économiques, culturels et écologiques de leurs plantations. Ainsi, la RSPO n'interfère pas avec le principal objectif des entreprises : accroître les parts et les profits de leurs actionnaires. Au contraire, elle permet de rendre « écologiques » les plantations de palmiers à huile et leur image.

Les systèmes traditionnels de plantation des palmiers à huile et de fabrication d'huile de palme et des nombreux produits dérivés que l'on vend dans les marchés locaux et régionaux sont bien plus proches des méthodes durables. Ces méthodes traditionnelles sont encore appliquées dans beaucoup de pays d'Afrique occidentale et centrale, et dans une région du Brésil. Ce sont des systèmes diversifiés, où les palmiers sont cultivés en agrosylviculture ou dans des cultures intercalaires, et qui apportent beaucoup plus de bénéfices aux économies locales et nationales, avec un coût environnemental considérablement plus bas. Il a été estimé qu'en Afrique, entre 6 et 7 millions d'hectares de palmiers à huile ont été cultivés suivant des méthodes traditionnelles,³⁰ surtout au Nigeria, ce qui représente près d'un tiers de la superficie plantée au monde.

13^e mensonge

Les entreprises de palmiers à huile s'engagent à développer et à appliquer une politique de prévention de la violence contre les femmes.

On trouve cette affirmation dans les documents des sociétés de palmiers à huile, surtout celles qui sont membres de la RSPO (Table ronde pour la production durable d'huile de palme, voir Mensonge No 12), étant donné qu'il s'agit d'un des critères de « durabilité » de cette organisation.

Cependant, dans les faits, les différentes formes de violence de genre que subissent quotidiennement les femmes et les filles dans les sociétés patriarcales (viols et harcèlement sexuel, mauvais traitements physiques, verbaux et psychologiques et/ou volées de coups) peuvent augmenter substantiellement lorsque s'établissent des plantations industrielles de palmier à huile dans leurs territoires, peu importe qu'elles soient certifiées ou non.

À ces formes de violence, il faut ajouter la privation de terres pour la production agricole — avec ses effets sur la souveraineté alimentaire et l'économie familiale —, la criminalisation de l'utilisation traditionnelle de l'huile de palme et la contamination des sources d'eau. Tout cela touche non seulement les femmes de manière directe et différenciée — en raison de leur rôle dans la communauté et le noyau familial —, mais aussi les filles et les garçons.

La violence de genre constitue un des effets les plus sérieux des plantations de palmiers industrielles, mais en même temps un des moins visibles. Et c'est justement parce que les victimes sont les femmes. Que ce soit à cause de coutumes, de la peur, de la honte ou même de l'indifférence des autorités compétentes, en général, les femmes ne dénoncent pas ces abus. Bien souvent, elles n'ont pas de voix dans leurs communautés et leurs propres familles ne les écoutent pas. La majorité des femmes sont les seules responsables d'élever leurs filles et garçons et, si ces derniers sont victimes de violence, ce sont fréquemment elles que l'on blâme même si elles n'ont aucun moyen d'agir ou de réagir à ces mauvais traitements.

Lorsque les femmes travaillent pour une entreprise de palmiers, elles subissent les mauvais traitements, le harcèlement et même des viols de la part des contremaîtres ou des gardes de sécurité. « Les contremaîtres harcèlent parfois les travailleuses et leur offrent un meilleur emploi en échange de faveurs sexuelles, » confie un témoignage du Honduras.

En Sierra Leona et au Cameroun, lors de rencontres de femmes vivant dans des communautés entourées de plantations industrielles, des cas de violence contre les travailleuses d'entreprises de palmiers ont été présentés. Par exemple, l'exploitation du travail des femmes enceintes et l'exposition à des produits agrottoxiques sans aucun type de protection. Les femmes travaillent habituellement dans les serres où l'on applique de grandes quantités de pesticides. Cela les touche particulièrement parce que ces produits toxiques causent la perte de fertilité et, dans le cas des femmes qui allaitent, exposent leurs enfants lorsque les poisons leur sont transmis à travers le lait maternel.

Cela se produit aussi dans les plantations industrielles de palmiers en Asie. Dans les pays comme l'Indonésie et la Malaisie, les femmes appliquent par fumigation des pesticides et des engrais toxiques qui les exposent, leurs enfants et elles, à de sérieux risques pour la santé. Dans la plupart des cas, elles ne disposent d'aucune information ni d'équipement de protection.

À cela s'ajoute la surexploitation : les familles qui vivent autour des plantations industrielles cultivent elles aussi le palmier dans leurs parcelles et vendent leur récolte aux grandes entreprises. Dans ces cas, les femmes sont particulièrement touchées parce qu'elles travaillent à la pièce et sans salaire horaire dans la petite plantation familiale. De plus, elles doivent effectuer leurs tâches domestiques. Le tout dans un contexte où elles dépendent économiquement des hommes et où l'on ne leur permet pas de participer aux décisions concernant la terre.

La violence est exercée non seulement contre les femmes lorsqu'elles travaillent pour les entreprises ; elle sévit aussi dans leur vie quotidienne autour des



« Nous voulons récupérer nos terres », disent les femmes organisées en Sierra Leone (2017).

plantations. Les entreprises accaparent les terres et elles contaminent, dévient ou assèchent les rivières. Ainsi, les femmes et les filles sont forcées de marcher beaucoup plus loin pour trouver de l'eau et des terres aptes à la production d'aliments. Si sur leur chemin elles doivent traverser une plantation, elles sont exposées au harcèlement et à la violence de la part des gardes de sécurité ou des policiers. Dans les rares cas où elles osent dénoncer des incidents, l'impunité prévaut en général. Cela leur cause de la frustration et perpétue la violence. Elles sont donc obligées de se déplacer en groupes pour se protéger. Il s'agit de situations dans lesquelles de multiples droits sont violés : droit à la dignité, à l'alimentation, à l'accès à l'eau, à l'intégrité physique et à la circulation libre.

Elles subissent aussi des mauvais traitements, des coups et l'emprisonnement lorsque les autorités les aperçoivent transportant de petites quantités de fruits des palmiers. Malgré l'invasion des plantations industrielles, les femmes parviennent à maintenir leurs plantations à petite échelle qu'elles cultivent selon la tradition. Les palmiers traditionnels constituent une ressource très importante pour les femmes puisque celles-ci les utilisent dans la préparation de produits essentiels comme l'huile, le savon et des médicaments maison, et qu'ils servent à l'autoconsommation ou à la vente. Les policiers et/ou les gardes de sécurité privés, ils les accusent d'avoir volé les fruits ou l'huile de palme et les frappent. Ils font même irruption dans leurs maisons ou les marchés où elles vendent leurs produits et détruisent l'huile qu'elles ont fabriquée. Des témoignages du Cameroun racontent que si la police trouve une seule bouteille d'huile de palme dans la maison, la femme — le plus souvent la personne qui se trouve au foyer — est envoyée en prison.

Autre conséquence dramatique, la pression pour assurer l'alimentation de la famille pousse les femmes à émigrer et à chercher d'autres sources de revenus. Selon un rapport ³¹, au Cambodge, en Indonésie, en Papouasie–Nouvelle-Guinée et aux Philippines, la prostitution et le nombre de cas de VIH/sida et d'autres maladies transmises sexuellement grandissent chez les femmes qui travaillent ou vivent à proximité des plantations.

La violence frappe aussi les femmes qui s'organisent et se mobilisent pour protester contre les plantations. Dans ces cas, elles subissent souvent la discrimination dans leurs familles et leurs communautés parce que bien souvent, on n'accepte pas que les femmes s'adonnent à ce type d'activité. De plus, tout comme beaucoup d'hommes, ces femmes finissent en prison lorsqu'elles protestent, comme ce fut le cas à plusieurs reprises en Sierra Leone, où même des mères enceintes ont été arrêtées et emprisonnées avec leurs enfants.

Malgré tout, les femmes s'organisent pour briser le silence et exiger que cesse la violence. Elles cherchent le dialogue dans leurs communautés, exposent les cas et exhortent le reste de la planète à les appuyer dans leur lutte.

El desarrollo del mercado del aceite de palma en la Unión Europea (UE)

El aumento de la demanda de palma aceitera está directamente relacionado con la demanda de agrocombustible para consumo interno, y en particular con el auge de los agrocombustibles en la UE, desde que ésta se fijó objetivos en cuanto al consumo de "energía renovable" de aquí a 2020. En la UE, el aceite de palma es hoy una materia prima primordial, porque es el aceite vegetal más barato de los que se consiguen en gran cantidad. En años anteriores, considerables volúmenes de aceite de palma se quemaron en centrales eléctricas y en centrales combinadas para generar calor y electricidad, en los Países Bajos y Alemania. Debido a las protestas generadas por los impactos ambientales y sociales de las plantaciones, el consumo de aceite de palma disminuyó, si bien Italia sigue fomentando su utilización por medio de "subsidijs verdes".

Además, los nuevos proyectos del Reino Unido sobre el uso de agrocombustibles para generar electricidad podrían hacer aumentar nuevamente el consumo de aceite de palma en las centrales eléctricas. Lo mismo puede suceder en Estados Unidos. Por otra parte, la industria aeronáutica europea planea utilizar en 2020 dos millones de toneladas de bioqueroseno. Se supone que el aceite de palma será la principal materia prima para las compañías aéreas.

Sin embargo, la realidad muestra que el mayor impacto que ha tenido hasta ahora este auge sobre la expansión de las plantaciones de palma aceitera en el Sur ha sido indirecto: como la UE utiliza dos tercios de la producción de aceite de colza para diversos fines, las industrias cosmética y química han optado por usar aceite de palma.²⁴

Conclusion

Les affirmations de l'industrie de l'huile de palme ne sont pas seulement trompeuses : elles sont souvent fausses, y compris celle qui dit que ces plantations améliorent le bien-être des communautés locales. Comme on l'a vu dans la présente brochure, pour la plupart des gens la vie change vraiment avec l'invasion de leurs territoires par les plantations de palmiers à huile, mais elle devient pire.

Pour les communautés, l'expansion des palmiers à huile va de pair avec la perte d'accès aux terres agricoles et aux forêts, avec la détérioration des réserves d'eau et avec l'augmentation des prix des aliments dans la région. Elle n'offre aucune perspective aux générations futures quant à l'accès à la terre et aux forêts. En tant que petits agriculteurs ou comme travailleurs des plantations, beaucoup de personnes risquent de s'endetter à vie et de dépendre de la compagnie et du prix que celle-ci voudra bien leur payer les fruits du palmier.

Les centaines de combats de résistance qui ont lieu dans les zones où s'étendent les plantations de palmiers à huile, en Amérique latine, en Afrique et en Asie sont la preuve que les communautés n'acceptent pas facilement tous ces impacts qu'on leur impose. Elles ont d'autres propositions à faire quant à la manière d'améliorer leurs vies, et elles ne veulent pas être des « esclaves » sur leurs propres terres. Elles luttent pour la reconnaissance de leurs droits fonciers et territoriaux. Elles réclament du soutien pour les options qu'elles proposent à la place du développement des plantations industrielles.

À l'autre bout de la chaîne de production, dans les pays consommateurs d'huile de palme, trop peu de personnes et d'organisations participent au combat pour changer le modèle actuel de production et de consommation, qui dépend de l'utilisation industrielle de l'huile de palme dans des centaines de produits vendus au supermarché. Ceci est particulièrement vrai dans l'Union européenne, où la consommation d'huile de palme par personne est la plus élevée, et dans la classe moyenne de la société des pays émergents, où les modèles de consommation exportés par les pays industrialisés portent à augmenter la consommation de produits à base d'huile de palme et d'autres huiles végétales. Dans l'UE, la demande est encore attisée par les objectifs quant à l'utilisation d'énergies « renouvelables », parmi lesquelles figurent les agrocarburants.

Pour contrer l'expansion actuelle des plantations de palmiers à huile, il faut des alliances plus fortes entre les communautés et les organisations des pays consommateurs et des pays planteurs. Cela impliquera de contribuer à dévoiler les mensonges et les promesses creuses des compagnies de plantation, et de se solidariser avec ceux qui défendent les territoires et les forêts dont les communautés asiatiques, africaines et latino-américaines dépendent mais qui risquent d'être envahies par des plantations de palmiers à huile. Il faudra se solidariser avec ceux qui s'efforcent de mettre au point des méthodes de production et de consommation qui ne soient pas basées sur la destruction des forêts et des moyens d'existence des peuples des pays du Sud.



Plantation de palmiers à huile dans l'est de Miri, Bornéo, Indonésie. Photo : Mattias Klum

Information supplémentaire sur les impacts des plantations de palmiers à huile :

- « **Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et le futur** », Ricardo Carrere, WRM 2011 (http://www.wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier_a_huile_en_Afrique.pdf).
 - **Carte interactive sur l'expansion du palmier à huile en Afrique** (http://wrm.org.uy/countries/Africa/Oil_Palm_in_Africa.html).
 - “**Uncertain futures: the impacts of Sime Darby on communities**”, Silas Kpanan'AYOUNG Siakor. WRM et SDI, 2012 (en anglais seulement : http://wrm.org.uy/countries/Liberia/uncertain_futures.pdf).
 - « **Étude sur l'impact des plantations agro-industrielles de palmiers à huile et d'hévéas sur les populations du Gabon** », Frank Ndjimbi. Brainforest, en collaboration avec FERN et WRM, 2013 (en français seulement : <http://wrm.org.uy/wp/books-and-briefings/etude-sur-limpact-des-plantations-agro-industrielles-de-palmiers-a-huile-et-dheveas-sur-les-populations-du-gabon/>).
 - « **Crime environnemental : sur la piste de l'huile de palme** », vidéo, Basta ! et les Amis de la Terre France sur Sime Darby au Liberia, 2012 (en français seulement : <http://vimeo.com/40397295>).
 - « **Huile de palme : vivre ou conduire, il faut choisir** », Basta ! et les Amis de la Terre France, 2012. Rapport sur les agissements de Sime Darby au Liberia (<http://www.amisdelaterre.org/Huile-de-palme-vivre-ou-conduire.html>).
 - « **Progrès ou problème ?** », vidéo sur l'impact des palmiers à huile en Indonésie, Lifemosaic, en collaboration avec Sawitwatch et les Amis de la Terre Indonésie (<http://vimeo.com/40397295>).
 - “**Bajo Aguan: grito pela terra**”, Alba Sud, Rel-UITA, en collaboration avec FIAN, COPA et WRM. Vidéo sur l'impact des palmiers à huile au Honduras, 2012 (en espagnol : <http://wrm.org.uy/wp/es/videos/bajo-aguan-grito-por-la-tierra>; en portugais : http://wrm.org.uy/paises/Honduras/Grito_por_la_Tierra_pt.html).
 - “**Seeds of destruction: expansion of industrial oil palm in the Congo basin potential impacts on forests and people**”, Rainforest Foundation UK, 2013 (en anglais : <http://www.rainforestfoundationuk.org/files/Seeds%20of%20Destruction,%20February%202013.pdf>).
 - “**Promised Land: Palm oil and land acquisition in Indonesia Implications for local communities and indigenous peoples**”, Forest Peoples Programme et SawitWatch (en anglais : <http://www.forestpeoples.org/topics/palm-oil-rspo/publication/2010/promised-land-palm-oil-and-land-acquisition-indonesia-implicat>).
 - “**Ghosts on our own land: Oil palm smallholders in Indonesia and the Roundtable on Sustainable Palm Oil**”, Forest Peoples Programme et SawitWatch (<http://www.forestpeoples.org/topics/palm-oil-rspo/publication/2011/ghosts-our-own-land-oil-palm-smallholders-indonesia-and-roundt>).
 - “**Land is life: Land rights and oil palm development in Sarawak**”, Forest Peoples Programme et SawitWatch (<http://www.forestpeoples.org/topics/palm-oil-rspo/publication/2010/land-life-land-rights-and-oil-palm-development-sarawak>).
 - “**Palm oil and indigenous peoples in South East Asia**”, Forest Peoples Programme (<http://www.forestpeoples.org/topics/palm-oil-rspo/publication/2010/palm-oil-and-indigenous-peoples-south-east-asia>).
- Adresses utiles :**
- www.wrm.org.uy
 - www.oaklandinstitute.org
 - www.palmwatchafrica.org
 - www.sawitwatch.or.id
 - www.forestpeoples.org
 - <http://www.rel-uita.org>

Note

- 1 -Wilmar on Environmental Stewardship - Land at www.wilmar-international.com/sustainability/environmental-stewardship/land/
- 2 -<http://theoilpalm.org/food-security/contribution-to-food-security/>.
- 3 -Colchester, Marcus et Norman Jiwan, 2006. Ghosts on our Own Land: Indonesian Oil Palm Smallholders and the Roundtable on Sustainable Palm Oil. Forest Peoples Programme / SawitWatch.
- 4 -www.simedarby.com/upload/Sime_Darby_Response_to_FOE_Allegations_Attachment_3_02.pdf
- 5 -Information fournie verbalement par une organisation locale de Sumatra, Indonésie.
- 6 -Overbeek W, Kröger M, Gerber J-F. 2012. An overview of industrial tree plantation conflicts in the global South. Conflicts, trends, and resistance struggles. EJOLT Report No. 3, 100 (<http://www.wrm.org.uy/publications/EJOLTplantations.pdf>).
- 7 -Kongsager, R. and Reenberg, A., 2012. Contemporary land-use transitions: The global oil palm expansion. GLP Report No. 4 GLP-IPO, Copenhagen. (<http://ihdp.unu.edu/article/read/contemporary-land-use-transitions-the-global-oil-palm>).
- 8 -Voir la liste des publications qui figure à la fin sous le titre Information supplémentaire sur les impacts des plantations de palmiers à huile.
- 9 -Euractiv, 2012: Biodiesels pollute more than crude oil, leaked data show www.euractiv.com/climate-environment/biodiesels-pollute-crude-oil-lea-news-510437
- 10 -Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts.
- 11 -Mécanisme de développement propre.
- 12 -Dans le site web du WRM vous trouverez plusieurs documents qui expliquent ce problème, comme par exemple la brochure « 10 alertes sur REDD à l'intention des communautés », www.wrm.org.uy/publications/10AlertesREDD-fran.pdf
- 13 -Par exemple, la compagnie Herakles affirme: "Herakles Farmes tient à écouter les inquiétudes de toutes les parties intéressées et à modifier ses pratiques le cas échéant » <http://www.cmtevents.com/aboutevent.aspx?ev=120927&>
- 14 -Voir http://www.wrm.org.uy/countries/Liberia/uncertain_futures.pdf et www.wrm.org.uy/bulletin/165/Cameroon.html
- 15 -Voir les rapports sur le Liberia et le Gabon, qui figurent à la fin de cette brochure dans la rubrique Information supplémentaire sur les impacts des plantations de palmiers à huile.16 -Voir www.rul-uita.org/.
- 17 -Dewy, P. et d'autres, 2010. Research report: The oil palm plantation weakens the situation of women. Sawit Watch and Women's Solidarity for Human Rights, Bogor.
- 18 - Voir "Bajo Aguán: grito por la tierra", <http://wrm.org.uy/wp/es/videos/bajo-aguan-grito-por-la-tierra/>.
- 19 -<http://www.petrobras.com.br/pt/noticias/petrobras-investe-em-producao-de-biodiesel-no-para-e-em-portugal/>
- 20 -Colchester, Marcus et Norman Jiwan, 2006. Ghosts on our Own Land: Indonesian Oil Palm Smallholders and the Roundtable on Sustainable Palm Oil. Forest Peoples Programme/SawitWatch.
- 21 -www.flex-news-food.com/console/PageViewer.aspx?page=33410
- 22 -Dans quelques pays d'Amérique latine, une partie des nouvelles plantations industrielles de palmiers à huile sont destinées aussi à la production et à la consommation nationale ou régionale.
- 23 -Voir <http://www.wrm.org.uy/publications/EJOLTplantations.pdf> (Overbeek W, Kröger M, Gerber J-F. 2012. An overview of industrial tree plantation conflicts in the global South. Conflicts, trends, and resistance struggles. EJOLT Report No. 3, 100 p.).
- 24 -Voir, par exemple, le site web de Wilmar (<http://www.wilmar-international.com/who-we-are/core-values/>), et celui de Sime Darby (http://www.simedarby.com/core_values.aspx), the second biggest company.
- 25 - Voir www.antikorupsi.org , par exemple <http://www.antikorupsi.org/id/content/pasal-anti-pencucian-uang%C2%B8-membabat-kejahatan-kehutanan#translate-en> et <http://www.antikorupsi.org/id/content/mouna-wasef-menghitung-kerugian-negara-akibat-illegal-logging#translate-en>. Voir aussi http://www.thejakartapost.com/search?search_words=Suwarna+Fatah+graft+cases&x=0&y=0 , http://www.thejakartapost.com/search?search_words=Hartati+Murdaya+and+Amran+Batalipu+graft+case&x=0&y=0 et <http://www.thejakartapost.com/news/2013/02/27/bpk-reports-26-mining-and-plantation-companies-police.html> , <http://www.thejakartapost.com/news/2013/06/07/asian-agri-told-pay-rp-43t.html>
- 26 -Voir par exemple l'article sur Wilmar et les droits de l'homme : <http://wrm.org.uy/bulletin/173/Indonesia.html>
- 27 -Document d'information du WRM, 2013. Des plantations d'arbres dans le Sud pour générer de l'énergie dans le Nord. Une nouvelle menace pour les communautés et les forêts. www.wrm.org.uy/publications/Des_plantations_darbres_dans_le_sud_pour_generer_de_lenergie_dans_le_nord.pdf
- 28 -<http://ir-media.wilmar-international.com/phoenix.zhtml?c=164878&p=irol-fundFinancialHighlights>.
- 29 -http://www.simedarby.com/5_years_financial_summary.aspx
- 30 -http://wrm.org.uy/countries/Africa/Oil_Palm_in_Africa.html.
- 31 -<https://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/publication/2011/11/oil-palm-expansion-southeast-asia-2011-low-res.pdf>

Avant-propos

Dans le but de divulguer de l'information sur les impacts des plantations d'arbres à grande échelle et d'en alerter les communautés, le WRM publia en 1999 une brochure intitulée « Dix réponses à dix mensonges », rédigée par Ricardo Carrere.

Elle révélait et contestait certaines affirmations ridicules que faisaient les entreprises de plantation d'arbres pour du bois à pâte sur les avantages supposés des eucalyptus, des pins ou des acacias plantés en régime de monoculture. Cette brochure devint très populaire ; elle s'est avérée utile pour appuyer les combats des communautés contre les plantations industrielles d'arbres, et elle a été très utilisée par les activistes de notre réseau d'organisations de base.

Étant donné que la brochure de 1999 visait surtout les plantations destinées à produire du bois à pâte et que, ces derniers temps, ce sont les plantations de palmiers à huile qui sont en expansion, le WRM a décidé d'en publier une deuxième version, cette fois sur 12 affirmations absurdes faites par l'industrie du palmier à huile. En effet, si les plantations industrielles du palmier à huile ont beaucoup en commun avec celles des autres arbres, elles ont aussi des différences importantes, que nous allons énumérer dans la présente brochure.

Nous espérons qu'elle aidera dans leurs combats ceux qui s'opposent au développement des grandes plantations de palmiers à huile dans les pays du Sud. Nous espérons aussi qu'elle stimulera les communautés concernées à maintenir leur mode de vie et à continuer de faire connaître leurs revendications et leurs propositions sur la manière d'utiliser la terre pour améliorer leur bien-être. Ces propositions et ces options de vie n'ont généralement aucun rapport avec le modèle des plantations industrielles de palmiers à huile.

13 réponses à 13 mensonges sur les plantations de PALMIER À HUILE

Auteurs : Jutta Kill et Winfridus Overbeek

Dessin de couverture : Flavio Pazos

Nous remercions Norman Jiwan, Rustam Efendi, Zenzi Suhadi, Chris Lang, Marcus Colchester et Gerardo Iglesias, ainsi que l'équipe du secrétariat international du WRM, de leurs commentaires et contributions.

Deuxième édition, Mars 2018



 Swedish Society for Nature Conservation

Ce document a été réalisé grâce à la contribution financière de l'aide suédoise de coopération au développement, par l'intermédiaire de la Société suédoise pour la conservation de la nature, SSNC. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement l'opinion officielle de la SSNC ou de ses donateurs.

